

FIL ROUGE

Biodiversité en Suisse

Péril en la demeure

PAGE 5

Politique scolaire

Demi-journée de réflexion
sur l'avenir de l'école

PAGE 6

JOURNAL DU PARTI
SOCIALISTE VAUDOIS
N° 19 – SEPTEMBRE 2024



© USS

RÉFORME LPP

Payer plus pour toucher moins,
c'est non!

PAGES 3-4

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA

Lu... et approuvé?

édito Camarades, j'ai mal à ma démocratie. Il y a quatorze jours, un grand groupe de presse pourtant bénéficiaire nous annonçait un vaste plan de suppression de près de 300 postes, dont probablement 90 au sein de diverses rédactions. A l'heure où la désinformation pullule dangereusement sur le net, la presse aurait au contraire eu besoin d'un soutien et d'un développement massifs. Si les personnes salariées concernées par cette attaque frontale parcourent ces quelques lignes, je tiens à leur signifier ici le total soutien du PS Vaudois en cette période d'incertitude. En disant cela, j'ai par ailleurs le sentiment d'aller à contre-courant d'une pensée qui, si elle n'est pas devenue majoritaire, est à minima devenue une nouvelle norme: le rejet parfois violent des médias traditionnels par des personnes préférant entendre ou lire ce qu'ils ou elles croient déjà savoir. Ou plutôt croient déjà croire, les avis soi-disant éclairés n'étant désormais forgés que par des croyances plutôt que des faits. La résosocioisation des esprits, plateformes sur lesquelles des algorithmes nous abreuvant de contenus visant à renforcer nos propres certi-

tudes afin de nous gaver de publicités ciblées, a ainsi parachevé son œuvre.

Mais une semaine plus tard, voilà que la filiale ciblée par les licenciements dévoile une vaste enquête sur une possible falsification massive de signatures lors de nombreuses récoltes. Quelle meilleure preuve les journalistes auraient-ils/elles pu apporter afin de démontrer l'importance de leur travail pour notre démocratie? Ces précieuses révélations obligent maintenant les politiques à agir. Au niveau cantonal, Jean Tschopp avait déposé une motion visant à interdire la rémunération «à la signature» en août 2023. A Berne, nul doute que la question sera abordée lors de la session qui s'ouvre à l'heure où j'écris ces lignes. Il sera alors important de rappeler un principe, plutôt évident me semble-t-il: la démocratie n'est pas un marché. Point final.

Quoi qu'il en soit, que vous lisiez et approuviez, ou non, tel article de journal ou telle initiative populaire, il faut les chérir pour ce qu'ils sont: de précieux piliers de notre démocratie. Et il faut lutter contre toute attaque faite à leur encontre. ■ ANDREA MÜNGER, CO-SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Kamala Harris?

usa Après avoir été désignée vice-présidente des Etats-Unis, Kamala Harris a publié chez Robert Laffont, en français, une description de son pays. Cela surprendra celles et ceux qui, comme notre ministre des Affaires étrangères, ne voient de beau que ce leader du monde libre. Saisissons quelques remarques et chiffres que nous fournit cette candidate à la fonction suprême dans son livre intitulé «Nos vérités»:

- Pour faire flamber les chiffres d'affaires, les banques ont prêté à «n'importe qui». Résultat: 8,5 millions d'Américains sans emploi, 5 millions en retard de paiement.
 - La mortalité infantile augmente dans 13 pays dont les USA. Les frais de santé sont une des principales causes des faillites personnelles.
 - Chiffres de 2016. L'écart d'espérance de vie est de 10 ans entre les femmes les plus aisées et celles qui sont les plus pauvres.
 - Les Américains n'ont pas abandonné le rêve américain, mais comment peuvent-ils rêver s'ils ne peuvent plus dormir, se demande la vice-présidente.
 - Dans 99% des cas, le salaire (40 heures) ne permet pas de louer plus d'un deux-pièces.
 - Pour un dollar donné en salaire à un homme, une femme reçoit 80 cents et une femme latino 54 cents.
 - En 30 ans, la productivité a augmenté de 97%, mais l'Amérique des affaires a décidé, fin des années 70, de ne rendre des comptes qu'aux actionnaires.
- Espérons que cette Kamala sera élue présidente et qu'elle aura la détermination de résoudre tous ces problèmes. De plus, espérons qu'elle n'aura pas des chambres à majorité républicaine qui paralyseront son action comme l'a vécu Obama. ■ PIERRE AGUET

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.

La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Münger

Rédaction: Adriane Bossy, Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Bernard Morel, Virginie Pilault, Najia Trottet, Simon Schönmann

Editeur: Parti socialiste vaudois

Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne

Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch

Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch

Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs

Abonnement: 25 francs

Parutions: 4 parutions annuelles

Sommaire

édito Lu... et approuvé? ► PAGE 2 — **usa** Kamal Harris? ► PAGE 2 — **poing fort** Payer plus, toucher moins ► PAGE 3 — **votations** Ce que les bas revenus gagnent sera réduit dans les prestations complémentaires ► PAGE 4 — **votations** La biodiversité protège contre les catastrophes naturelles ► PAGE 5 — **évènement** Quelle école voulons-nous? ► PAGE 6 — **évènement** Comité cantonal du 1^{er} octobre à Lausanne ► PAGE 7 — **portrait** Florine Jeanrenaud et Gzim Rama ► PAGE 8



Le comité unitaire vaudois contre la réforme de la LPP a lancé sa campagne le 22 août dernier © PSV

Payer plus, toucher moins

arnaque Près d'un an et demi après le dépôt du référendum contre la réforme de la LPP -120'000 signatures en quelques semaines!-, nous allons voter sur cet objet. Entre la baisse du taux de conversion, l'augmentation des cotisations et les promesses non tenues, il y a bien des raisons de voter NON.

Le titre est peu vendeur non? Et pourtant, c'est ce que l'on nous propose avec la réforme de la LPP sur laquelle on votera le 22 septembre. En effet, si elle est acceptée, les cotisations obligatoires vont augmenter, tandis que le taux de conversion, lui, passera de 6.8% à 6%. Cela signifie qu'avant, avec un capital à 100'000 francs accumulé en cotisant à la partie obligatoire de la LPP, la rente annuelle était de 6'800 francs mais qu'elle passera désormais à francs. Donc payer plus, pour toucher moins.

On nous bassine avec le fait que nos retraites sont en danger (pour nous annoncer qu'elles sont finalement un peu moins en danger que ce qu'on avait calculé à la base...), mais la véritable inquiétude est ailleurs. Le danger ce n'est pas que les caisses de pensions sont vides – les assureurs ont encore un bel avenir devant eux, pas d'inquiétude. Non, le problème c'est que de plus en plus de personnes à la retraite ne parviennent plus à toucher

les deux bouts. L'acceptation de la 13^e rente AVS est une grande victoire, mais il est essentiel de ne pas laisser ces acquis être érodés par des réformes coûteuses.

LPP: promesses non tenues!

La prévoyance professionnelle est à la base une jolie promesse: permettre de maintenir le niveau de vie à l'âge de la retraite. Malheureusement, dans la réalité, cet engagement est loin d'être tenu. Car les rentes perdent de la valeur: elles ne sont pas adaptées au renchérissement et le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Tout comme les cotisations, d'ailleurs. Au cours des 15 dernières années, les rentes ont baissé de 3'600 francs/année en moyenne, par retraite, alors que les cotisations salariales ont elles, augmenté de 14%. Donc moins de salaire et moins de rente, pendant que les caisses de pension ne font qu'augmenter leurs réserves et leur marge de sécurité. Première promesse non tenue.

Avant de voter pour l'augmentation de l'âge de la retraite avec AVS21, on nous assurait que lors de la réforme de la LPP, les rentes des femmes seraient améliorées. Mais ce qui est proposé en votation le 22 septembre ne résout rien, au contraire. En effet, la situation à la retraite est très inégale entre les hommes et les femmes et particulièrement dans le deuxième pilier car la rente est liée au travail salarié. Les mères qui baissent leur taux, ou arrêtent de travailler, pour s'occuper des enfants, ne verront aucune amélioration avec cette réforme. En effet, le travail du care ne sera toujours pas pris en compte dans la LPP. Il y a également un risque de précarisation des métiers déjà à bas revenus, souvent occupés par des femmes, car les employeurs proposeraient des contrats encore plus précaires pour ne pas avoir à cotiser à la LPP. Deuxième promesse non tenue.

En somme, ce qui nous est proposé le 22 septembre ne résoudra rien. Au contraire, si le

projet venait à être accepté, les cotisations augmenteraient, tandis que le taux de conversion baisserait. Par conséquent, la proposition qui nous est faite est celle de payer plus, pour toucher moins, en ayant la certitude que les promesses faites ne sont pas tenues.

A qui profiterait un oui?

Quand on enquête sur quelque chose, on se pose toujours la question: à qui profite le crime? Et dans cette votation, à qui profiterait un oui dans les urnes? Il suffit de jeter un oeil aux frais de gestion – plus de 1'400 francs par an et par assuré-e! – pour le savoir. Les frais annuels, sur une carrière entière, représentent près de 60'000 francs, directement dans la poche des gestionnaires de pension, des intermédiaires et des courtiers. Il est bon de rappeler aussi que les frais de courtage ont augmenté de 20% en 10 ans. Donc le 22 septembre, on glisse un grand NON dans l'urne!

■ ADRIANE BOSSY



© Union syndicale suisse (USS)

Ce que les bas revenus gagnent sera réduit dans les prestations complémentaires

réforme lpp L'un des objectifs de cette réforme est d'améliorer la situation des personnes à bas revenus lorsqu'elles atteignent l'âge de la retraite. Mais le projet actuel ne le remplit pas.

On prétend souvent que la réforme LPP apportera davantage de rentes aux personnes à bas revenus. Mais on ne parle pas du fait que les éventuelles augmentations de rentes seront annulées par des réductions des prestations complémentaires. En outre, ce sont précisément les personnes ayant des revenus plus faibles qui devront désormais payer des cotisations plus élevées pendant leur vie active. Au lieu de recevoir une rente plus élevée, les personnes à bas revenus disposeront de moins d'argent à la fin du mois. De plus, la rente ne leur suffira tout de même pas pour vivre confortablement.

Moins d'argent à la fin du mois

Pour les personnes à faibles revenus, la rente seule ne suffit pas pour vivre: elles

sont aujourd'hui tributaires des prestations complémentaires. Avec le nouveau projet de réforme, elles devront payer chaque mois des cotisations plus élevées à la caisse de pension pendant leur vie active. Mais leur rente mensuelle ne s'améliorera pas, car les prestations complémentaires seront réduites. Au final, ces retraité-es disposeront donc exactement de la même somme d'argent à la retraite. Pourtant, pendant leur vie active, elles et ils auront eu moins d'argent à leur disposition en raison des cotisations supplémentaires.

Un exemple concret: Anita, 45 ans, habite à Berne et vit avec un revenu de 25 000 francs par an. Avec la réforme de la LPP, elle touchera une rente mensuelle totale de 1 639 francs de l'AVS et de la caisse de pension, au lieu de 1 427 francs actuellement. Mais avec

un revenu si bas, elle devrait continuer à percevoir des prestations complémentaires — et celles-ci seront réduites dans la mesure où sa rente du deuxième pilier augmenterait. Avec la réforme, elle aura donc à peu près autant d'argent en poche à la retraite que sans la réforme. Pourtant, pendant sa vie active, elle aura versé des cotisations nettement plus élevées – 44 880 francs de plus jusqu'à la retraite.

Les rentes du 2^e pilier ont massivement baissé

La réforme LPP prévoit de réduire les rentes en abaissant le taux de conversion. Parallèlement, les rentes du 2^e pilier perdent de leur valeur depuis des années. La raison: elles ne sont pas adaptées au renchérissement. Avec le renchérissement actuel, la rente du 2^e

pilier a perdu plus d'un quart de sa valeur en 20 ans, ce qui a entraîné une baisse massive du pouvoir d'achat des retraité-es. Ceci est particulièrement grave pour les personnes disposant de peu de moyens. Et la réforme actuelle de la LPP ne résout pas ce problème.

■ direct-magazine.ch

Direct est un site web du PS Suisse avec des articles sur la politique, l'économie et la société. Par le biais du site direct-magazine.ch, le PS Suisse communique directement avec les internautes.





© Brad Huchterman | Unsplash

La biodiversité protège contre les catastrophes naturelles

environnement La biodiversité suisse est en péril: plus d'un tiers des espèces animales et végétales de Suisse sont considérées comme menacées ou ont déjà disparu. C'est une situation catastrophique pour une protection efficace du climat. L'initiative biodiversité veut changer cela.

La biodiversité a une influence directe sur notre vie. Elle garantit, par exemple, une bonne eau potable et des sols fertiles sur lesquels peuvent pousser des aliments riches en nutriments. Par ailleurs, elle peut également atténuer les effets d'événements climatiques extrêmes tels que les inondations et les canicules. En bref, la biodiversité est essentielle pour tous les êtres vivants. Le fait qu'elle soit en déclin en Suisse a déjà des effets dévastateurs. Par exemple, plus de la moitié des espèces d'abeilles en Suisse sont sur la liste rouge et donc menacées d'extinction.

Les initiant-es veulent s'attaquer à ces problèmes avec l'initiative biodiversité. L'initiative demande que la protection des bases naturelles de la vie soit mieux inscrite dans la Constitution. Elle demande en outre que les surfaces et les moyens financiers nécessaires soient mis à disposition. La Confédération et les cantons doivent ainsi être davantage contraints d'agir. «direct» ex-

plique pourquoi cette initiative est importante..

La biodiversité va mal - en Suisse aussi

La biodiversité se porte mal dans le monde entier. La situation en Suisse est particulièrement dramatique: en comparaison avec d'autres pays industrialisés, la Suisse présente l'un des plus grands nombres d'espèces menacées et la plus petite surface protégée. C'est ce qu'a constaté l'OCDE dans ses examens environnementaux.

Protéger les sources de la vie

Sans biodiversité saine, pas de vie: nous aussi, les êtres humains, sommes tributaires de la bonne santé et de la diversité de la nature. En effet, une biodiversité intacte fournit de la nourriture, de l'eau potable et de l'air pur. Mais ce n'est pas tout: la nature nous fournit également de nombreuses matières premières qui sont ensuite transformées, par exemple pour les médica-

ments. Ainsi, une grande partie des médicaments enregistrés proviennent directement de plantes ou sont inspirés par la nature. De nombreux médicaments contre le cancer en font partie.

La biodiversité contre la crise climatique

Seul un écosystème intact, sans disparition d'espèces, peut protéger contre les catastrophes environnementales telles que les inondations, les glissements de terrain ou les avalanches. C'est ce que confirme le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC). La biodiversité est notre alliée la plus solide pour nous adapter aux conséquences du réchauffement climatique. Ainsi, les rivières naturelles alimentent les nappes phréatiques; dans les zones urbaines, les toits, arbres et prairies végétalisés aident à lutter contre la chaleur et protègent des inondations en cas de fortes pluies.

■ direct-magazine.ch

Qu'est-ce que la biodiversité?

Par biodiversité, on entend la diversité de la vie sur terre. Elle comprend différentes espèces d'animaux, de plantes, de champignons et de micro-organismes. Mais elle désigne également les différences génétiques au sein des espèces et les différents écosystèmes - les habitats tels que les forêts, les mers et les déserts par exemple. Depuis 1900, différents facteurs tels que le changement climatique, la pollution, l'épuisement des ressources naturelles, l'exploitation intensive des terres et des mers et les espèces envahissantes provenant d'autres régions du monde ont entraîné une forte diminution de la biodiversité.



© Felipe Schiarolli - Unsplash

Quelle école voulons-nous?

événement Une délégation de député·es socialistes organisent une demi-journée de réflexion sur l'avenir de notre modèle scolaire. Au programme: deux conférences, une table ronde et des échanges afin d'esquisser des lignes d'action.

Egalité des chances à l'école, intégration de toutes et tous dans une école qui se veut inclusive, missions premières de l'école obligatoire, maturité fédérale en quatre ans, valorisation de la formation professionnelle, que de sujets d'actualité! En bref, quelle école voulons-nous? Deux ans après que le département a changé de mains, et à l'approche de la mi-législature, il est temps de se réunir pour amorcer une feuille de route socialiste.

A vos stylos: vous avez quatre heures!

Dans cette optique, plusieurs député·es socialistes organisent, en collaboration avec la Commission enseignement du PSV, un événement le samedi 28 septembre de 14h à 18h au centre socio-culturel d'Ecublens, (à quelques minutes de l'arrêt M1 Crochy), salle Multifonction, Route du Bois 27. Au menu, l'on trouvera des interventions, des présentations de spécialistes et une table ronde. Tout ceci pour que l'on puisse durant la dernière

partie de l'événement, proposer collectivement des axes et propositions qui, après un affinage lors de séances ouvertes de la commission susmentionnée, inspireront la députation socialiste vaudoise dans son action.

Ouverture des classes

Cette demi-journée est ouverte à toutes et tous les membres du PSV et leurs proches, ami·es et collègues qui s'intéressent à la formation, que cela soit en tant que curieux·ses, parents ou professionnel·les concerné·es. Le

programme complet de l'événement, qui sera suivi d'un apéritif, se trouve ci-dessous. Il sera également possible de prolonger en partageant un repas à Ecublens Plage, une animation de la commune dont ce sera le dernier soir. L'équipe d'organisation se réjouit de vous revoir ou rencontrer lors de cette demi-journée! ■ ORIANE SARRASIN

Inscription via ce QR Code:



Demandez le programme!

13h45 | Accueil (café-croissants)

14h00 | Mots d'ouverture par:
· Thanh-My Tran-Nhu, co-présidente du Parti socialiste vaudois et
· Anne-Catherine Lyon, ancienne Conseillère d'Etat cheffe du département en charge de la formation

14h30 | «Les politiques inclu-

sives: bonnes intentions et effets pervers»: Prof. Philippe Losego de la Haute école Pédagogique du canton de Vaud

15h15 | «Éclairage sur les inégalités scolaires»: Prof. Gaële Goastellec de l'Université de Lausanne

16h00 | Pause

16h15 | La parole à la Jeunesse

socialiste, avec Lorik Hyseni

16h20 | Table ronde: «Comment faire une école de l'égalité des chances» avec:

· Des représentant·es des parents d'élèves
· Des représentant·es des syndicats (Julien Eggenberger du SSP-enseignement, Gregory Durand de la Société pédagogique vaudoise et Emmanuelle Nicolet de l'Association

vaudoise des maître·sse·s de gymnase & Fédération syndicale SUD)

· Laurie Willommet, Conseillère municipale à Vevey

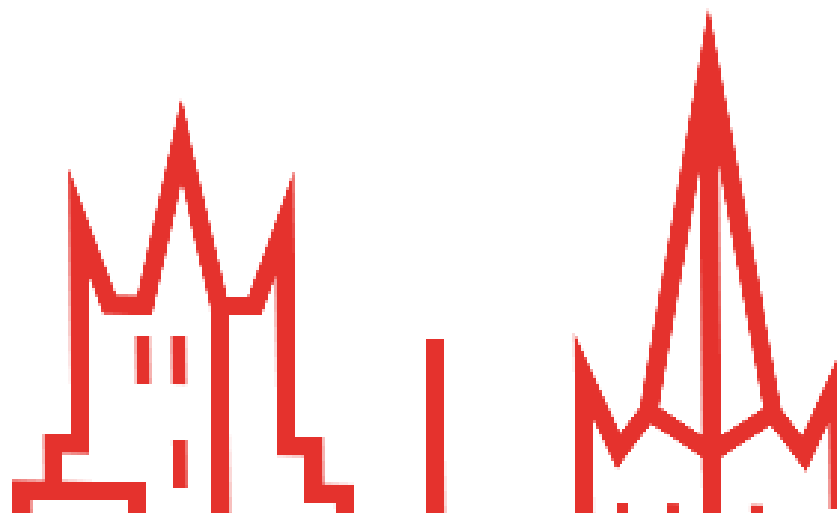
Puis, «de la réflexion à l'action»: une feuille de route socialiste pour l'école

18h00 | Apéro

COMITÉ CANTONAL

01.10.2024

LAUSANNE



Comité cantonal du 1^{er} octobre à Lausanne

évènement Rendez-vous le mardi 1^{er} octobre à 20h à la Maison du Peuple, place Chauderon 5 afin de prendre position sur les objets qui seront soumis au peuple le 24 novembre 2024.

ORDRE DU JOUR DU COMITÉ CANTONAL

1. Adoption de l'ordre du jour et du règlement du Comité cantonal
2. Mot de bienvenue
3. Élection des scrutatrices et scrutateurs
4. Informations et communications
5. Recommandations de vote pour les votations fédérales du 24 novembre 2024:
 - 5.1 Modification du 22 décembre 2023 de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) (financement uniforme des prestations)
Interlocutrice: Beatriz Rosende, Secrétaire centrale au SSP responsable du secteur de la santé et de la commission fédérative de la santé
 - 5.2 Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: sous-location)
Interlocutrice: Jessica Jaccoud, Conseillère nationale
 - 5.3 Modification du 29 septembre 2023 du code des obligations (droit du bail: résiliation pour besoin propre)
Interlocutrice: Jessica Jaccoud, Conseillère nationale
 - 5.4 Arrêté fédéral 29 septembre 2023 sur l'étape d'aménagement 2023 des routes nationales
Interlocuteur: Romain Pilloud, Président du PS Vaudois
6. Résolutions, divers, réponses aux questions des sections
7. Apéritif de clôture

Pour le droit de vote lors du Comité cantonal, merci de vous annoncer auprès de votre président·e de section.

Florine Jeanrenaud et Gzim Rama

élections Le 22 septembre, à Avenches et Moudon, le PS espère regagner un siège à l'exécutif. Portrait des deux candidat·es.



Florine est candidate à Avenches, Gzim à Moudon. @PS Avenches & Moudon

A Moudon et Avenches, les élections de 2021 à la municipalité n'ont guère souri au PS. A Avenches, le siège laissé vacant par le départ de Roxanne Meyer-Keller a été perdu. A Moudon, alors que la gauche détenait la majorité après les élections de 2016, elle

gine neuchâteloise, est née à Avenches il y a 44 ans et y a pour ainsi dire toujours vécu. Elle est en couple, a deux enfants de 11 et 6 ans et travaille à la Justice de paix à Payerne. «Je suis issue d'une famille radicale, mon grand-père a même été municipal, mais

«J'ai vraiment envie de m'engager pour la commune» Florine Jeanrenaud

s'est retrouvée fortement minoritaire après celles de 2021. Mais les choses pourraient changer, le 22 septembre à l'occasion des élections complémentaires dans les deux communes. Florine Jeanrenaud (Avenches) et Gzim Rama (Moudon) sont dans les starting-blocks.

Au Conseil depuis 2016

Florine Jeanrenaud, d'ori-

gine neuchâteloise, est née à Avenches il y a 44 ans et y a pour ainsi dire toujours vécu. Elle est en couple, a deux enfants de 11 et 6 ans et travaille à la Justice de paix à Payerne. «Je suis issue d'une famille radicale, mon grand-père a même été municipal, mais

tée pour me présenter à cette élection complémentaire, reprend-elle. On m'avait déjà demandé avant, mais mes enfants étaient trop petits. Là j'ai accepté car j'ai vraiment envie de m'investir pour la commune. Actuellement, c'est dur de se faire entendre à la municipalité.»

Lors de cette élection, Florine Jeanrenaud aura face à elle un jeune de 26 ans membre du PLR et un homme membre du Rassemblement avenchois. «Je suis la plus âgée des trois»,

2019 sous l'étiquette socialiste. «J'avais envie de découvrir le système de fonctionnement d'une commune et le Conseil communal est un excellent moyen pour le faire, dit-il. Le parti socialiste est celui qui correspond le mieux à mes idées. Depuis l'enfance, j'ai toujours eu le souci d'aider les autres. Sur le flyer de ma candidature à la municipalité, j'affiche d'ailleurs ma devise: «Aide ton prochain».

Au cours de l'année politique 2023-2024, Gzim

«Ma devise est: «Aide ton prochain»

Gzim Rama

précise-t-elle dans un sourire. Et d'ajouter: «Ma chance, c'est que ce genre d'élection se joue beaucoup sur les personnalités. Je suis bien connue, je m'entends avec tout le monde, j'ai toujours été bien impliquée dans la vie sociale, notamment dans Rock Oz' Arene avant d'avoir mes enfants.»

Président du Conseil

A Moudon, Gzim Rama est un homme bien heureux. Agé de 36 ans, représentant commercial, marié et père d'une petite fille, il est arrivé du Kosovo en 1998, à l'âge de 10 ans. «Nous étions d'abord à Puidoux, avant de nous installer à Moudon en 2004», relève-t-il. C'est dire si, depuis 20 ans, il s'est bien intégré et engagé dans la vie moudonnoise. Il est entré au Conseil communal en

Rama a occupé le poste de président du Conseil communal. «J'ai beaucoup apprécié cette fonction et j'ai eu de très bons échos, souligne-t-il. Cela m'a aussi permis d'avoir une interview sur une chaîne tv installée en Suisse et destinée à la diaspora albanaise. Sur cette lancée, je me suis décidé à me présenter à cette élection complémentaire.» Pour succéder à Véronique Diserens, démissionnaire, Gzim Rama aura face à lui un candidat de l'Entente moudonnoise. «Je pense être bien connu à Moudon et j'espère que la votation se jouera autant sur la personnalité que sur le parti. Chez nous, si les gens s'expriment plutôt à gauche sur les objets de votation, ils penchent plutôt à droite lors des élections. Mais j'ai bon espoir.» ■ BERNARD MOREL